



Crédit photo: Gerry Dincher, juillet 2011

2^e BAPE sur les gaz de schiste

Synthèse de recommandations

5 juin 2014
Philippe Bourke
Directeur général



Regroupement national
des conseils régionaux
de l'environnement



Sur l'ÉES en général

- Dès juin 2010, lors de son assemblée générale annuelle, le RNCREQ a résolu de réclamer au gouvernement du Québec la tenue d'une évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur le développement des gaz de schiste.
- Pour le RNCREQ, seul un tel exercice permettait d'assurer une évaluation complète et objective des incidences économiques, sociales et environnementales de la filière des gaz de schiste au Québec.
- C'est uniquement à partir de l'ensemble de ces informations qu'il serait ensuite possible de convenir de la pertinence ou non de développer la filière des gaz de schiste au Québec.



Sur l'ÉES en général

- De manière générale, le RNCREQ est fort satisfait des travaux qui ont été menés par le comité de l'évaluation environnementale stratégique sur les gaz des schistes. Malgré l'inexpérience du Québec dans le domaine, le peu de ressources disponibles et le court délai, on peut assurément reconnaître que nous avons énormément progressé collectivement sur le plan de l'information et de la documentation dans ce dossier.
- On y voit nettement plus clair aujourd'hui que ce qui était le cas en 2010 et 2011, soit au moment où le Québec semblait se diriger tête baissée dans l'exploitation à grande échelle du gaz de schiste.

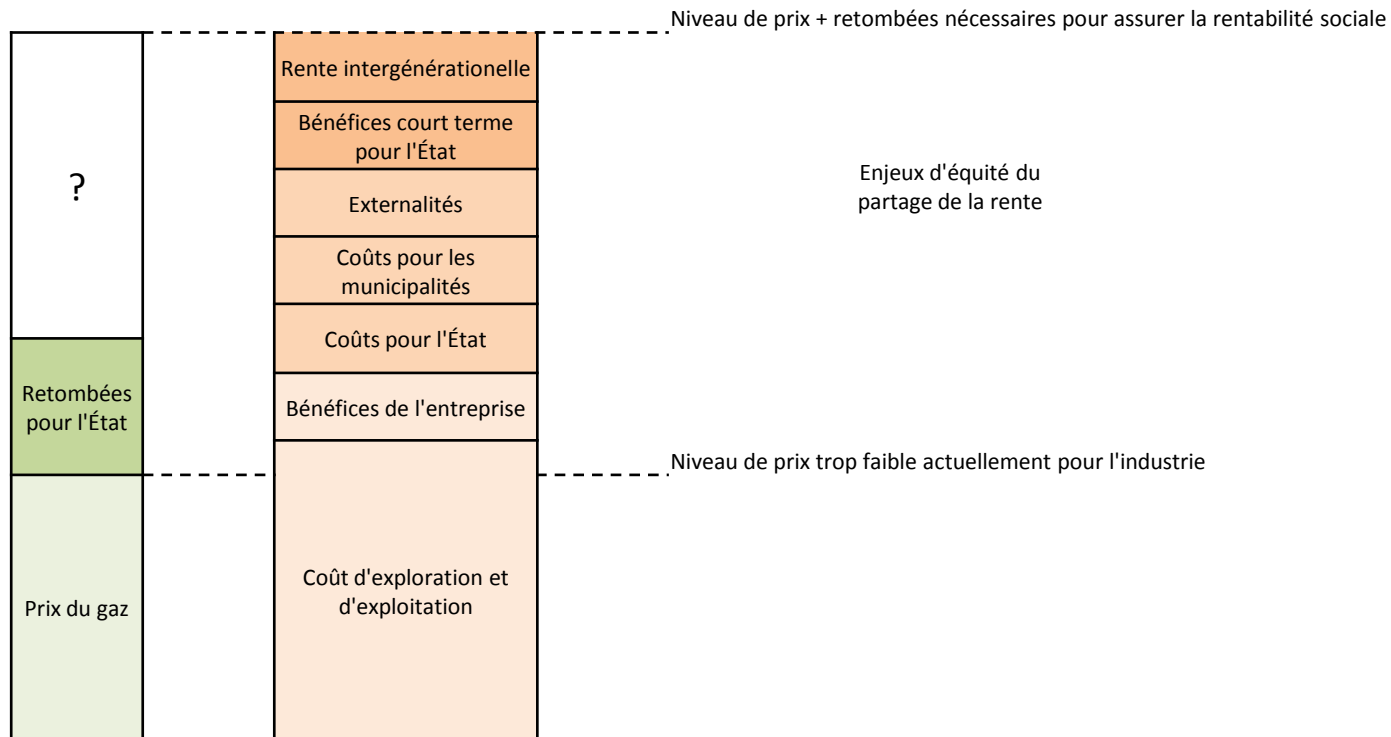


Sur les connaissances à développer

- Il faut toutefois reconnaître qu'en dépit de ces importants travaux, nous n'avons pas encore en main tous les éléments qui sont nécessaires pour dissiper l'ensemble des doutes quant à la pertinence de cette filière énergétique.
- Les constats de plusieurs études appellent à des travaux de recherche supplémentaires, en particulier sur la protection des eaux souterraines et sur les émissions de GES.
- En outre, le cadre d'évaluation pour l'analyse avantages–coûts ainsi que plusieurs des paramètres à y intégrer doivent faire l'objet de recherches, d'analyses et de réflexion.

Sur les connaissances à développer

Analyse avantages-coûts



« Compte tenu du prix du gaz naturel sur le marché nord-américain, du niveau des redevances en place et de l'inclusion du carbone dans les coûts, d'un point de vue de la valeur sociale, le contexte n'est pas favorable au développement de la filière du gaz de schiste au Québec. » (ÉES 2014, Connaissances acquises et principaux constats, p. 51)



Sur les gaz de schiste au Québec

- Le RNCREQ estime que le BAPE doit recommander au gouvernement de parfaire et de compléter les travaux du comité de l'ÉES sur les gaz de schiste dans le cadre de l'EES globale sur hydrocarbures qui a été récemment annoncée.
- Cela dit, même si les connaissances sont encore incomplètes, elles sont suffisamment préoccupantes au chapitre des émissions de GES, entre autres, pour nous permettre de conclure qu'il est fort peu probable que le développement des gaz de schiste puisse un jour se faire de manière acceptable, même si l'aventure pourrait s'avérer rentable du point de vue économique, ce qui est aussi loin d'être acquis, comme nous venons de le voir.



Sur les évaluations environnementales au Québec

- Le RNCREQ insiste sur la nécessité pour le BAPE de recommander au gouvernement du Québec de clarifier le cadre d'analyse et de consultation des projets de développement (nature des projets assujettis, type d'évaluation, processus de participation du public, etc.).
- Le dossier des gaz de schiste, en particulier, illustre le flagrant manque de compréhension et d'efficacité des processus actuels, avec tous les impacts négatifs que cela entraîne sur le plan social, environnemental et économique.



Sur les évaluations environnementales au Québec

- La révision de ces processus devrait entre autres permettre de systématiser le recours aux ÉES pour les programmes et les politiques gouvernementales, en amont de l'analyse des projets spécifiques.
- Il va de soi que le cadre de déroulement de ces ÉES devrait être clarifié sur la base des expériences récentes et des meilleures pratiques.
- Enfin, il est absolument nécessaire que cette révision se fasse dans l'optique de la participation croissante du gouvernement dans les projets, parfois via ses instruments d'investissement. Cela engendre de réels conflits d'intérêts qui placent le gouvernement à la fois comme juge et partie.



Pour une stratégie énergétique

- L'énergie est essentielle au fonctionnement et au développement des sociétés modernes.
- En contrepartie, elle est responsable des plus importants problèmes environnementaux auxquels fait face l'humanité et qui menacent les conditions d'existence sur Terre.
- Ainsi, on ne saurait trop insister sur l'importance de concilier ces enjeux en demandant au BAPE de recommander au gouvernement qu'il mette à jour sa stratégie énergétique (à partir du rapport de la CEÉQ).



Pour une stratégie énergétique

- Trop souvent les enjeux relatifs au secteur de l'énergie sont vus dans une perspective d'urgence et/ou de court terme, sans planification d'ensemble et presque exclusivement sous l'angle de la production.
- Malheureusement, cette manière incomplète de définir les enjeux encourage la surconsommation d'énergie.
- On oublie que l'énergie sert avant tout à répondre à un besoin (chauffage, éclairage, force motrice, etc.) et que c'est en questionnant la consommation que l'on pourra tenter de répondre à ces besoins avec le minimum d'impacts, notamment par des mesures d'économie d'énergie.



Par notre **propre**

énergie

Suivez-nous, participez, appuyez-nous!